

Brochure n° 3076

Convention collective nationale

IDCC : 1686. – **COMMERCE ET SERVICES DE L'AUDIOVISUEL,
DE L'ÉLECTRONIQUE ET DE L'ÉQUIPEMENT MÉNAGER**

AVENANT N° 49 DU 12 JUILLET 2018
MODIFIANT L'AVENANT N° 40 DU 16 FÉVRIER 2012
RELATIF AU REMBOURSEMENT DES FRAIS LIÉS
À LA PARTICIPATION AUX RÉUNIONS PARITAIRES

NOR : ASET1851098M

IDCC : 1686

Entre :

FENACEREM ;

FEDELEC,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour finalité de revaloriser les frais de restauration et d'hébergement des salariés participant aux commissions prévues par la convention collective des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager. Il révisé en cela l'avenant n° 40 du 16 février 2012.

CHAPITRE I^{ER}

CHAMP D'APPLICATION

Le présent avenant s'applique aux employeurs et salariés tels que définis par l'article I (1.1) de la convention collective.

CHAPITRE II

MODALITÉS

Dans l'article 2.1 de l'avenant du 16 février 2012 après les mots « sur le vol », sont rajoutés les mots « si possible ».

Dans l'article 2.2, le chiffre 22 fois le minimum garanti, qui concerne le remboursement des frais d'hébergement, est remplacé par le chiffre 30 fois le minimum garanti.

Dans l'article 2.3, le chiffre 5 fois le minimum garanti, qui concerne les frais de repas, est remplacé par le chiffre 7 fois le minimum garanti.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LES ENTREPRISES DE MOINS DE 50 SALARIÉS

Ces dispositions sont applicables dans les mêmes conditions aux entreprises de moins de 50 salariés.

CHAPITRE IV

DURÉE. – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à sa date de signature pour les entreprises adhérentes aux organisations patronales signataires et à la date d'extension pour les autres.

CHAPITRE V

DÉPÔT. – EXTENSION

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction générale du travail et du secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues par les dispositions légales. Son extension sera demandée par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 12 juillet 2018.

(Suivent les signatures.)